

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE DU NUMÉRIQUE *et le défi de l'intelligence artificielle*

Par ses avancées spectaculaires dans les domaines de l'intelligence artificielle et du cyberespionnage, la Chine de Xi Jinping impose un contrôle toujours plus aigu sur son peuple et place l'Europe devant ses insuffisances.

EMMANUEL LINCOT

Lancé en 2013 par Xi Jinping, le projet OBOR (One Belt, One Road – *Yi dai Yi lu*) traduit l'ambition d'une influence globale et normative. Dans le domaine des infrastructures et des technologies high-tech, il s'affirme peu à peu au travers des Routes de la soie. Ces dernières prennent en écharpe l'Eurasie et projettent leurs ramifications en Asie du Sud et du Sud-Est ainsi qu'en Afrique. C'est dans ce contexte qu'est né, en 2017, le Plan de développement de la nouvelle génération d'intelligence artificielle (IA). Que ce soit par le truchement de sa recherche fondamentale et appliquée, ou dans le but de se placer en tête de la connaissance globale dans les secteurs clés des sciences cognitives, de la neurobiologie et de la « neurologie computationnelle », de la logique mathématique et des logiciels complexes, l'IA est devenue un des secteurs prioritaires de la Chine de Xi Jinping. Signe des temps, le premier présentateur de télé-

« Désormais, l'utopie d'une incitation positive à un meilleur comportement social par le contrôle dérive vers un autocratie politique où tous les arbitraires sont permis. »

vision virtuel est né à l'automne 2018. D'apparence humaine et chinoise, il est le fruit de la collaboration entre la puissante agence de presse Xinhua et son compatriote le moteur de recherche Sogou (en chinois *Sougou*, qui signifie littéralement « le chien qui fouille »), ayant pour premier actionnaire l'entreprise Tencent. Les progrès de la Chine dans les secteurs de l'IA et la capacité pour les autorités de maîtriser les banques de données individuelles sont en passe de quadriller l'ensemble des activités du pays, soit en laissant percer un arrière-plan moralisateur, soit au prétexte de devoir prévenir toute forme de « pollution spirituelle » voire de projet terroriste, comme dans la province turcophone du Xinjiang.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME SOCIAL

Cette surveillance est facilitée par l'absence des géants américains du Net, qui ne sont pas autorisés à exercer leurs activités sur le territoire chinois. Alibaba

(vs Amazon) ou iQiyi (vs Netflix) sanctuarisent le marché chinois et tiennent à bonne distance les géants californiens de l'Internet. Une loi antitrust promulguée en 2007 par les autorités veille toutefois à ce que la concurrence soit respectée entre les grands groupes chinois. Elle s'avère acharnée. Une société nouvelle est ainsi en train de naître. À la suite d'Huxley, Orwell, Bernanos, Kubrick, Asimov, Ellul ou Illich, un certain nombre d'auteurs de science-fiction chinois en avaient d'ailleurs pressenti l'avènement¹. Désormais, l'utopie d'une incitation positive à un meilleur comportement social par le contrôle dérive vers un autocratie politique où tous les arbitraires sont permis. Le système chinois du « crédit social », consistant à noter chaque citoyen selon des critères à la fois civiques et idéologiques, alimente depuis quelques années les commentaires critiques glosant sur l'émergence dans le vieil et vaste empire d'une utopie « orwellienne » de mise aux normes de la population grâce aux moyens décuplés de l'intelligence artificielle. En Chine, l'accueil est cependant pour l'instant moins uniformément critique. Une enquête de terrain conduite par la *South China Morning Post*, quotidien de Hong Kong, identifie au moins trois types de réactions. « Dans les campagnes de l'arrière-pays où n'ont pas encore pénétré l'intelligence artificielle et la reconnaissance

faciale, c'est une sorte d'émulation de patronage qui domine ; en ville, dans le business privé et parmi les plus anciens, c'est l'indifférence, parfois le dénigrement désabusé ; dans l'administration en revanche, sévèrement reprise en main depuis 2012, tout le monde se sent concerné. Soit qu'on adhère avec un empressement réel ou simulé, soit que commence à poindre l'exaspération face à l'ubiquité des contrôles². »

Non moins préoccupant est l'accès au nouveau service de mutuelle de santé, lequel est largement contingenté par le système de crédit social. Pour accéder à ce service, un minimum de 600 points de crédit est requis. La note est calculée par un algorithme tenant compte de cinq critères dont le caractère intrusif est à lui seul une préfiguration d'une société entièrement normalisée et contrôlée par le haut. « Il s'agit des références des usagers concernant l'historique de leurs paiements et de leurs découverts, leurs habitudes d'achat en ligne, le respect des termes de leurs contrats d'affaires, leur situation et leur "stabilité sociale" (adresse, durée d'occupation des appartements, numéros de téléphones), et la nature et la pérennité de leurs relations avec leurs amis³. » Le caractère intrusif de ces procédés s'exerce également en milieu scolaire. Ainsi, la propagande s'est saisie des réseaux sociaux, tirant profit de l'addiction généralisée des jeunes et

de la classe moyenne aux téléphones portables pour assurer l'autopromotion du président. Noyée dans une série de services allant de la messagerie au paiement d'« enveloppes rouges » à l'occasion des fêtes, en passant par un choix d'articles laudateurs de l'histoire du Parti et de la pensée politique du numéro un, une application au logo rouge, véhiculée par Apple Store et baptisée Xuexi qiangguo (学习强国) – « Étudions le puissant pays » (sous-entendu : « de Xi Jinping ») –, s'est introduite dans les foyers jusque dans les provinces reculées. Téléchargée même par les moins jeunes des zones rurales habituellement peu dépendants de leur mobile, le titre du programme est un jeu de mots autour de l'homophonie entre le 习 (Xi) de 学习 (étudier) et le même 习, patronyme du président 习近平. « Diffusé de manière verticale par le Parti jusqu'au niveau des sous-districts qui demandent aux enseignants des écoles de faire télécharger l'application par leurs élèves, le programme est un questionnaire à choix multiples sur la doctrine du Parti et les réalisations du Parti et du président. Les bonnes réponses, qu'on peut piocher dans les documents diffusés par la propagande, permettent de gagner des points pour un classement rendu public avec l'identité réelle des participants et leur numéro de téléphone, obligatoires pour l'inscription au jeu⁴. »

DES IMPLICATIONS SÉCURITAIRES TANT EN CHINE QU'À L'INTERNATIONAL

Les usages de l'IA sont protéiformes. Dans le domaine des aménagements urbains notamment. On parle de « *smart cities* », dont le développement permet une hyperconnectivité des activités humaines de toutes sortes. À Hangzhou, depuis 2016, City Brain, un programme lancé par le géant de l'e-commerce chinois Alibaba, régule la circulation routière sous la surveillance des forces de police grâce à des capteurs vidéo disséminés dans la ville et un super-ordinateur calculant les flux en temps réel. Par la collecte de données personnelles et la mise en place de dispositifs de plus en plus sophistiqués dans les domaines de la reconnaissance faciale et vocale, la *smart city* chinoise est en train de muer en enclave où s'exerce un très fort contrôle politique. Karamay, petite ville à l'échelle du pays (200 000 habitants), située dans le Nord-Ouest (province du Xinjiang), est à ce titre un laboratoire extrêmement intéressant. Elle compte se développer pour devenir, d'ici 2050, une conurbation de 1 million d'habitants. Elle s'est lancée dans des projets urbanistiques titanesques et dispose, avec le concours de Huawei – fournisseur de réseaux de télécommunication aux opérateurs –, d'un data center. Ville pilote, elle a pour ambition de devenir un

nœud des Nouvelles Routes de la soie à destination de l'Asie centrale. Contrôle des populations musulmanes locales et méthode de prévention antiterroriste sont les objectifs essentiels retenus par les autorités⁵. Ces dernières, au-delà même des frontières chinoises, peuvent consulter les bases de données que partagent l'ensemble des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), dont le bureau de lutte contre le terrorisme se trouve à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, l'un des pays considérés par Pékin comme des plus fiables, et à partir duquel se déploient nombre d'initiatives diplomatiques mises en œuvre par la Chine en Asie centrale⁶. Par ailleurs, le véritable bond en avant technologique pris par la Chine lui a permis des avancées spectaculaires dans le domaine du cyberespionnage. Les révélations des communications officielles du département d'État américain par le truchement des fuites « WikiLeaks » ont attesté l'existence de captations que les autorités chinoises, pourtant, « abritées derrière l'anonymat et les manipulations d'identité autorisées par le trafic Internet, continuent de nier⁷ ».

« Cette concurrence voire ce danger que représente une technologie chinoise au service d'un régime autoritaire ne pourront-ils pas provoquer en Europe une réaction salutaire ? »

Un nombre croissant d'intrusions dans des secteurs sensibles des industries étrangères, américaines notamment, fait l'objet de tensions entre Pékin et les capitales occidentales. Le raidissement de l'administration américaine à ce sujet et l'embargo imposé à ses fabricants de microprocesseurs poussent en réalité la Chine à accélérer sa mue. Plus fondamentalement, la cyberguerre consacre la victoire de l'approche chinoise de la stratégie, celle de la patience et du contournement du choc. Inutile d'aller au conflit tant que l'on n'est pas prêt, il suffit de harceler l'ennemi en restant dans l'ombre⁸. Car dans une guerre, la vraie victoire est celle qui soumet l'adversaire sans utiliser d'armes létales⁹. Cette nouvelle donne politique venue de Chine préfigure de profonds bouleversements géopolitiques : Comment la sphère entrepreneuriale peut-elle se positionner ? Comment répondre à cette volonté d'hégémonie ? Dans quelles conditions les collaborations sont-elles possibles ? Pouvons-nous échapper à la colonisation économique et culturelle ? L'Europe, dans un sursaut, saura-t-elle redevenir ce carrefour d'idées et de mi-

grations, cette terre de résilience et de renaissance, ce nouvel espace de liberté et de croissance pour répondre aux défis majeurs qui attendent l'humanité ? Saura-t-elle proposer au monde des alternatives à la technostructure vers laquelle nous entraînent inexorablement le leader américain et, plus récemment, son homologue chinois ?

LA DIVISION DE L'EUROPE FACE AUX DÉFIS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La visite en mars 2019 du chef de l'État chinois en Italie puis en France *via* Monaco a démontré une fois de plus l'incapacité de l'Europe à coordonner ses actions face à la Chine, et tout particulièrement dans le domaine du numérique¹⁰. Signe des temps toutefois, le Parlement européen a adopté le 26 mars le projet de directive sur les droits d'auteur à l'ère numérique. En dépit d'une intense campagne de pression, les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) ont perdu. Au sein de l'UE, les plates-formes numériques devront respecter le droit de propriété des artistes, écrivains et autres journalistes. Fin de la loi de la jungle, pénalités à la clé. Une semaine plus tôt, le 20 mars, l'UE avait une nouvelle fois sanctionné Google – une amende de 1,49 milliard d'euros – pour abus de position dominante. Le projet d'une taxe sur le chiffre

d'affaires des GAFA, pour contourner le fait que les géants de la technologie numérique délocalisent leurs bénéfices, a des ratés. Mais l'idée fait son chemin, portée par cette réalité : le plus souvent en position quasi monopolistique, les GAFA règnent sur nos vies. Ces hyperentreprises, américaines et demain chinoises, sont les puissances de ce siècle. Seule une entité représentant un marché de 500 millions de personnes peut oser les défier et les réglementer. C'est, comme le rappelle le journaliste Alain Frachon, « une bataille pour civiliser la globalisation¹¹ ». Le problème, souligne André Loesekrug-Pietri, créateur de la Joint European Disruptive Initiative (JEDI), ce n'est pas l'argent pour y parvenir mais bien la méthode : « L'agence de recherche du Pentagone, la Darpa, décide vite, se concentre sur les défis majeurs, tue les mauvais projets, n'a aucun préjugé scientifique, renouvelle sans cesse ses équipes, est indépendante. Nous faisons strictement l'inverse. En trente-cinq ans, l'Union européenne a investi 220 milliards dans l'innovation. Presque quatre fois plus que la Darpa en soixante ans ! Pour quel résultat ? A-t-on repris l'avantage dans l'espace, la 5 G, les puces, la biotech, le quantique ? Non¹². » Pour cet ancien conseiller de Sylvie Goulard au ministère des Armées et fondateur du fonds d'investissement ACapital, le temps presse : « L'Europe

est devenue une colonie numérique des États-Unis, dans laquelle Washington peut bloquer une vente de Rafale à l'export du seul fait de la présence d'un composant américain dans un missile. La Chine investit des sommes colossales dans la technologie, avec des visées politiques évidentes¹³. » Pour une nation, la maîtrise de son destin est intimement liée à sa maîtrise technologique. Et pas de souveraineté sans prospérité. Or, la croissance de demain est de plus en plus tirée par la technologie, ce que démontre l'évolution du classement des dix principaux groupes mondiaux, dont sept sont technologiques, contre trois il y a seulement cinq ans¹⁴. L'accélération technologique que nous connaissons, la plus puissante de l'histoire de l'humanité, s'accompagne d'une redistribution des cartes. Le fait que des États autoritaires comme la Chine montrent la voie en matière d'expérimentation doit pousser l'UE à se réinventer afin de préserver son modèle de société, sa démocratie. La réaction en ordre dispersé des États de l'UE aux projets de coopération proposés par la Chine, et notamment ceux ayant trait aux Routes de la soie du numérique avec l'opérateur Huawei dans le domaine de la 5 G, n'est pas de bon augure. Par ailleurs, si le culte des outils technologiques finit par s'imposer à tous, il se peut que, par contrecoup, les sociétés européennes redécouvrent les vertus de l'imprévisi-

bilité : l'instinct, la prise de risque, l'accident et même l'erreur. Pourrait alors se faire jour la nécessité de préserver un espace où l'intuition, le bon sens, le défi à la logique, les hasards de la vie et tout ce qui compose la substance humaine tiendront tête aux calculs des ordinateurs. « De la fonction attribuée aux données de masse dépend la survie de la notion de progrès. Elles facilitent l'expérimentation et l'exploration, mais elles se taisent quand apparaît l'étrange de l'invention¹⁵. »

Reconnaissons enfin qu'avec Ericsson et Nokia, l'UE conserve encore une maîtrise des technologies de la 5 G. Mais pour qu'ils restent européens, il faudrait qu'ils trouvent plus de commandes et de terrains de coopération auprès des opérateurs européens. Indiscutablement, les annonces et commandes de ces derniers en matière de déploiement de la 5 G font pâle figure. Là où les plus gros d'entre eux annoncent quelques centaines de stations de base déployées d'ici la fin de l'année, les Coréens, les Américains et surtout les Chinois comptent en dizaines voire en centaines de milliers pour 2019 et les prochaines années. Les spécialistes des télécoms sont convaincus que la 5 G, même si elle est amenée à changer la vie du grand public, est avant tout une technologie destinée aux industriels. Très concrètement, l'hyper-connection entre zones urbaines et portuaires va révolution-

ner la cartographie commerciale du monde, et avec elle la technologie des transports comme celle des communications. À très brève échéance, les voitures se déplaceront sans conducteur, les appareils électriques et les systèmes robotisés échangeront leurs données entre eux, des drones délivreront leurs marchandises voire leurs passagers sur simple audioguidage, et des familles éclatées se passeront des coups de fil holographiques d'un point à l'autre du globe. À ces futures réalités, la Chine se prépare à grands pas. Cette concurrence voire ce danger que représente une technologie chinoise au service d'un régime autoritaire ne pourront-ils pas provoquer en Europe une réaction salutaire ? « L'opposé coopère » : jamais l'assertion d'Héraclite n'avait semblé autant d'actualité...

NECTART

1. Adrian Thieret, « Société et utopie chez Liu Cixin », *Perspectives chinoises*, 2015/1, p. 35-42 : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7021>
2. Jean-Paul Yacine, « Le crédit social. De l'utopie vertueuse à "Big Brother" », *Question Chine*, 11 mars 2019 : <https://media.questionchine.net/le-credit-social-de-l-utopie-vertueuse-a-big-brother>
3. François Danjou, « Réflexions sur l'assurance maladie, le "big data" chinois et les évolutions du monde », *Question Chine*, 19 avril 2019 : <https://media.questionchine.net/reflexions-sur-l-assurance-maladie-le-big-data-chinois-et-les-evolutions-du-monde>
4. Jean-Paul Yacine, « L'obsession normative exportée hors de Chine », *Question Chine*, 21 février 2019 : <https://media.questionchine.net/l-obsession-normative-exportee-hors-de-chine>
5. Karamay: *Building the Safest City*, 2018 : <https://www.iotone.com/casestudy/karamay-building-the-safest-city/c519>
6. Emmanuel Lincot, « Strategic challenges in the centre/periphery relations in China », *Asia Focus*, n° 84 - *Asia Program*, septembre 2018 : <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/09/Asia-Focus-84.pdf>
7. Jean-Paul Yacine, « "Yang er dao ling". La captation des technologies par Internet », *Question Chine*, 19 avril 2011 : <https://www.questionchine.net/yan-er-dao-ling-la-captation-des-technologies-par-internet>
8. Jean-Louis Gergorin et Léo Isaac-Dognin, *Cyber. La guerre permanente*, cité dans la rubrique ci-dessous.
9. Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, cité dans la rubrique ci-dessous.
10. Emmanuel Lincot, in « Décryptage - Pourquoi la France veut-elle faire barrage aux Nouvelles Routes de la soie ? », RFI, 21 mars 2019 : <http://www.rfi.fr/emission/20190321-pourquoi-france-veut-elle-faire-barrage-nouvelles-routes-soie> ; Emmanuel Lincot, in « Actualités - Xi Jinping en Europe pour vendre les Nouvelles Routes de la soie », France 24, 26 mars 2019 : <https://www.youtube.com/watch?v=DNQI8bcwJV4>
11. Alain Frachon, « Europhobie, y en a marre », *Le Monde*, 5 avril 2019.
12. André Loesekrug-Pietri, « Nous risquons la vassalisation technologique de l'Europe », *Le Figaro*, 20 mars 2019.
13. Vincent Lamigeon, « JEDI veut réarmer l'Europe dans la guerre technologique », *Challenges*, 18 mai 2018 : https://www.challenges.fr/high-tech/jedi-veut-rearmer-l-europe-dans-la-guerre-technologique_588147
14. André Loesekrug-Pietri, « L'Europe doit reprendre le leadership technologique », *La Tribune*, 20 avril 2018.
15. Kenneth Cukier et Viktor Mayer-Schönberger, « Mise en données du monde, le déluge numérique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

POUR ALLER PLUS LOIN

- François Bougon, *La Chine sous contrôle. Tiananmen, 1989-2019*, Paris, Seuil, 2019.
- Jean-Louis Gergorin et Léo Isaac-Dognin, *Cyber. La guerre permanente*, Paris, Cerf, 2018.
- Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Paris, Payot/Rivages, 2003.
- Emmanuel Lincot, *Chine, une nouvelle puissance culturelle ?*, Paris, MKF, 2019.

Retrouvez-nous sur nectart-revue.fr